

A LA RENCONTRE DU RESPONSABLE DE L'AXE DÉVELOPPEMENT DURABLE DU RÉSEAU FRANCOPHONEA

Présentation et Parcours

Ingénieur de recherche à l'Université de Limoges et Responsable de l'Axe Développement Durable de FrancophoNéA, il se nomme Farid BOUMEDIENE.

Il a commencé sa carrière dans le privé et par la suite, il a travaillé dans le domaine

universitaire à partir de 1999 à l'Université de

Limoges. Il a plus de 15 ans d'expériences en faculté des lettres et des sciences humaines. Et actuellement, il travaille au sein de la faculté de médecine depuis une douzaine d'années.

Évoluant dans le domaine de la recherche scientifique, il a fait sa thèse en géographie particulièrement sur les questions en lien avec la modélisation spatiale et l'aide à la décision. Après la géographie, il s'est lancé dans l'épidémiologie et a soutenu une Habilitation à Diriger des Recherches en santé publique, biostatistique et prévention. Aujourd'hui au sein de l'équipe EpiMaCT Epidémiologie des Maladies chroniques en zone Tropicale, il travaille sur des programmes de recherche, des articles, assure la direction de thèses, etc.



Vous travaillez sur des projets sur la géo-épidémiologie des maladies chroniques dans la zone tropicale, dans quel cadre ce projet a été mis en place ?

Les projets sur lesquels il travaille concernent la prise en charge spécifique des maladies chroniques non transmissibles dans les pays au revenus faibles et intermédiaires de la zone tropicale. Les maladies à tropisme neurologique, la santé mentale et cognitive, ou bien encore les maladies métaboliques et cardiovasculaires font partie des thématiques sur lesquelles il travaille. Son objectif est de trouver un meilleur parcours de soins, le moins coûteux, et accessible en milieu rural : la stratégie d'accès aux soins la plus cout-efficace.

Ces projets testent de multiples stratégies en Afrique, en Amérique latine, et en Asie. Ces stratégies testées, font l'objet de recommandations auprès des décideurs locaux, précisément au Ministère de la santé des pays avec lesquels son équipe travaille.

Comment définissez vous le développement durable ?

Comment mesure-t-on le développement ?

Le développement durable correspond à toutes les actions qui profitent aux Hommes et qui respectent au moins trois (03) critères : la dimension économique, environnementale et sociale. Il est construit dans une dynamique de pérennisation, qui ne nuit pas aux Hommes et doit être respectueuse de l'environnement et des ambitions économiques et sociales. Une symbiose des domaines d'activités est nécessaire. Sur le plan de la recherche, les problèmes de santé traduisent généralement de mauvaises conditions économiques et/ou sociales et/ou environnementales. Ainsi, la recherche permet de concevoir des parcours et pratiques de soins en adéquation avec les moyens financiers des pays de la zone tropicale et favorise le bien être de ces populations.

Le développement est un changement de situation sur le plan économique, social, technologique. C'est une avancée dans le temps, c'est-à-dire un changement de contexte, une évolution positive dans le temps. La mesure du développement doit prendre en compte les jugements primaires et objectifs. Sur le plan environnemental, les éléments tels que la biodiversité dans le domaine animal ou végétal est un exemple de type de mesure possible. Sur le plan de la santé, les échelles de qualité de vie. Le développement durable est donc constaté par une amélioration significative sur les plans économique, social et environnemental.

Vous menez des études d'interventions adaptées aux pays à faible revenu, dites-nous quels sont les objectifs et la finalité de ces études ?

Que désigne l'expression pays à faible revenu ?

Une stratégie a été publiée par The LANCET Regional Health Western Pacific. Elle est orientée vers la prise en charge de l'épilepsie en Asie du sud-est (précisément à Laos et au Cambodge). Le but était de réduire le déficit de traitement (% de malades n'ayant pas accès aux soins). Les raisons sont que 98% des personnes souffrant d'épilepsie des zones rurales de ces pays ne se soignent pas et n'ont pas accès au diagnostic de santé.

Une stratégie efficace qui prend en compte le niveau de revenu et de développement du pays permet d'avoir un fort impact positif que nous espérons pérenne.

La classification économique mondiale est de quatre (04) niveaux selon la banque mondiale : "faible", "intermédiaire", "intermédiaire supérieur" et "supérieur". Ce classement est basé sur le PIB Produit intérieur brut, les revenus par habitant, les conditions de vie locale, l'IDH Indice de développement humain, etc. Dans ces pays du sud, depuis plus de 50 ans, les politiques mises en place étaient centrées sur les maladies transmissibles telles que la tuberculose, le VIH, le paludisme et les maladies transmises par des vecteurs (insectes, faune, etc.) ou de l'homme à l'homme.

Mais les maladies chroniques non transmissibles (comme par exemple celles liées au vieillissement telles que les démences, ou bien encore l'épilepsie, ou les troubles cardiovasculaires) sont de plus en plus présentes dans les pays du sud. Leurs systèmes de santé ne sont pas bien préparés pour répondre à ces problèmes de santé liés aux maladies chroniques non infectieuses et non transmissibles. Ces constats sont liés aux changements de pratiques de vie et à un changement de régime démographique.

Une transition démographique conduit inéluctablement à une transition épidémiologique. Les maladies auxquelles les pays du sud sont dorénavant confrontés (et le seront de + en + dans les années futures : santé mentale, obésité, hypertension, etc.), ils devront être en mesure d'assurer la prise en charge adaptée de ces maladies et des événements associés comme l'infarctus.. Il faut comprendre qu'aujourd'hui, dans les pays du sud, les maladies non transmissibles sont devenues un fardeau plus important que les maladies qui sont devenues plus préoccupantes et transmissibles..

Vous coordonnez l'Axe Développement Durable de FrancophoNéA, dites-nous pourquoi vous vous êtes engagés dans ce projet ?

La francophonie, la manière de travailler dans la langue française au-delà de la sémantique. S'exprimer et faire en français est vraiment différent de la langue scientifique

qu'est l'anglais.... Il travaille toujours préférentiellement en langue française dans territoires exotiques, que la francophonie soit maintenue ou en déclin, en Afrique de l'ouest ou en Asie du sud-est .

Selon lui, il y a encore du travail à faire pour une optimisation des collaborations en langues française car l'Afrique a tendance à se tourner vers la Chine et les acteurs anglophones. Il a fait un constat en Asie au Cambodge et au Laos sur la régression progressive de la francophonie auprès des plus jeunes. De ce fait, il juge que la défense de la francophonie est nécessaire car elle a une vraie valeur ajoutée. Quand il est question de travailler ensemble, la culture française et l'art à faire française n'est pas seulement la langue, mais une réelle valeur didactique, explicite, détaillée et raffinée, raison pour laquelle il défend cela et si c'est sur le thème Développement Durable c'est probablement parce qu'il cumule des compétences en Sciences Humaines et Sociales et dans les Sciences exactes.

Il s'intéresse énormément à la santé dans l'espace francophone et il s'est ainsi vu être désigné comme le responsable de cet axe pour lui donner un angle de vue original. De ce fait, il apporte sa pierre pour lancer le Réseau FrancophoNéA qui est un réseau jeune.

Quelles sont les perspectives d'évolution de cet axe ?

Avez-vous des minis projets en vue ?

Comment percevez-vous la dimension francophone?

Le Réseau est un projet lancé en début d'année et prend forme en fin de semestre. Il s'inscrit dans un emploi du temps tendu des membres qui sont déjà très occupés : il est donc compliqué de les mobiliser. Or le principe de ce Réseau est de pouvoir faire rencontrer les personnes qui travaillent sur le thème du développement durable dans une logique de francophonie, de langue française, de pratique à la française et hors de la France.

Ce qui est important est de favoriser cette rencontre cette année, dresser l'état de l'art de la situation dans la Région Nouvelle-Aquitaine et de trouver des activités qui permettront d'engager des projets l'année prochaine. Ainsi, trois (03) approches sont suggérées : d'abord demander aux universités quelles sont leurs stratégies en matière de développement durable, leurs actions ou initiatives, quels sont les projets qu'elles soutiennent au-delà des stéréotypes d'actions de développement durable en dehors de l'immobilier et des mobilités. Une restitution sur cette première approche sera faite lors du colloque de fin d'année de FrancophoNéA. Ensuite, savoir quels sont les projets de recherche universitaires en cours qui sont dans la philosophie du Réseau à travers un recensement exhaustif. Le premier questionnaire est envoyé aux responsables des universités, des responsables développement durable

et de chargé.e.s de mission développement durable.

Un deuxième questionnaire est envoyé aux directeurs d'équipe pour savoir s'ils souhaitent échanger sur des projets qu'ils ont menés dans un esprit de francophonie. Cela permettra de pouvoir concrétiser la rencontre de ces acteurs qui sont susceptibles de créer des projets labellisés FrancophoNéA.

Envisagez-vous une collaboration avec des associations qui travaillent sur des projets de développement ?

Le travail qu'il fait favorise la création d'associations dans les pays du sud. Il ne collabore pas en général avec des associations car ses collaborateurs sont des scientifiques, quand il met en place des programmes de recherche par exemple au Bénin, Madagascar, ses collaborateurs sont issus de sociétés savantes qui sont des associations mais ce sont des regroupements de neurologues, de professeurs d'universités ou des laboratoires de recherche avec lesquels il implémente ses recherches, etc.

D'après lui, il est scientifique et il ne fait pas (et ne doit pas) faire de l'humanitaire? Son rôle est de produire des preuves scientifiques d'efficacité d'une stratégie optimisant la prise en charge des maladies chroniques, qu'il recommande ensuite pour de nouvelles politiques de santé publique du pays. Il trouve des idées, montre qu'elles marchent et les propose aux autorités de ces pays. Par exemple, au

Laos, il a aidé à la mise en place d'une association de patients épileptiques. Il pense que ces associations et les acteurs de la société civile ont un rôle fondamental. Son équipe et lui font la promotion de création de ces associations, car elles permettent également aux acteurs locaux d'être acteurs de promotion ou de revendications.

Enfin, il ne mélange pas son activité scientifique au sein de son équipe de recherche avec les activités du Réseau car l'axe développement durable francophone regroupant plusieurs chercheurs qui sont dans des spécialités très différentes bien au-delà de la santé dans les pays du sud.

*Entretien réalisé par Azimatou
OUEDRAOGO.*